



Atelier sur le diagnostic des systèmes d'information et d'alerte précoce au Tchad

Diagnostic et Leçons à tirer

20 Mars 2012, N'Djamena, Tchad



Plan de la présentation

- ❖ Les attentes d'un système d'information SA
- ❖ Le système en place
- ❖ L'historique
 - Différents projets d'appui à la mise en oeuvre d'un système d'information
 - Leçons tirées
- ❖ Les problèmes rencontrés actuellement
 - Au niveau global
 - Zoom sur les niveaux déconcentrés
 - Conclusion / Recommandations
- ❖ Conclusion / Recommandations
- ❖ Comparaison avec les autres pays sahéliens



Les attentes d'un système d'informations sur la sécurité alimentaire



*“Disposer dans la durée d'informations fiables
pour prévenir les crises et les gérer le cas échéant”*

Enquête de base
de la
vulnérabilité et
de la pauvreté

*EVST
Enquête agricole*

Alerte
précoce

*Suivi de campagne
agro-sylvo-pastorale
Suivi de la contre-
saison*

Evaluation
des besoins
d'urgence

*Enquêtes de
ciblage*

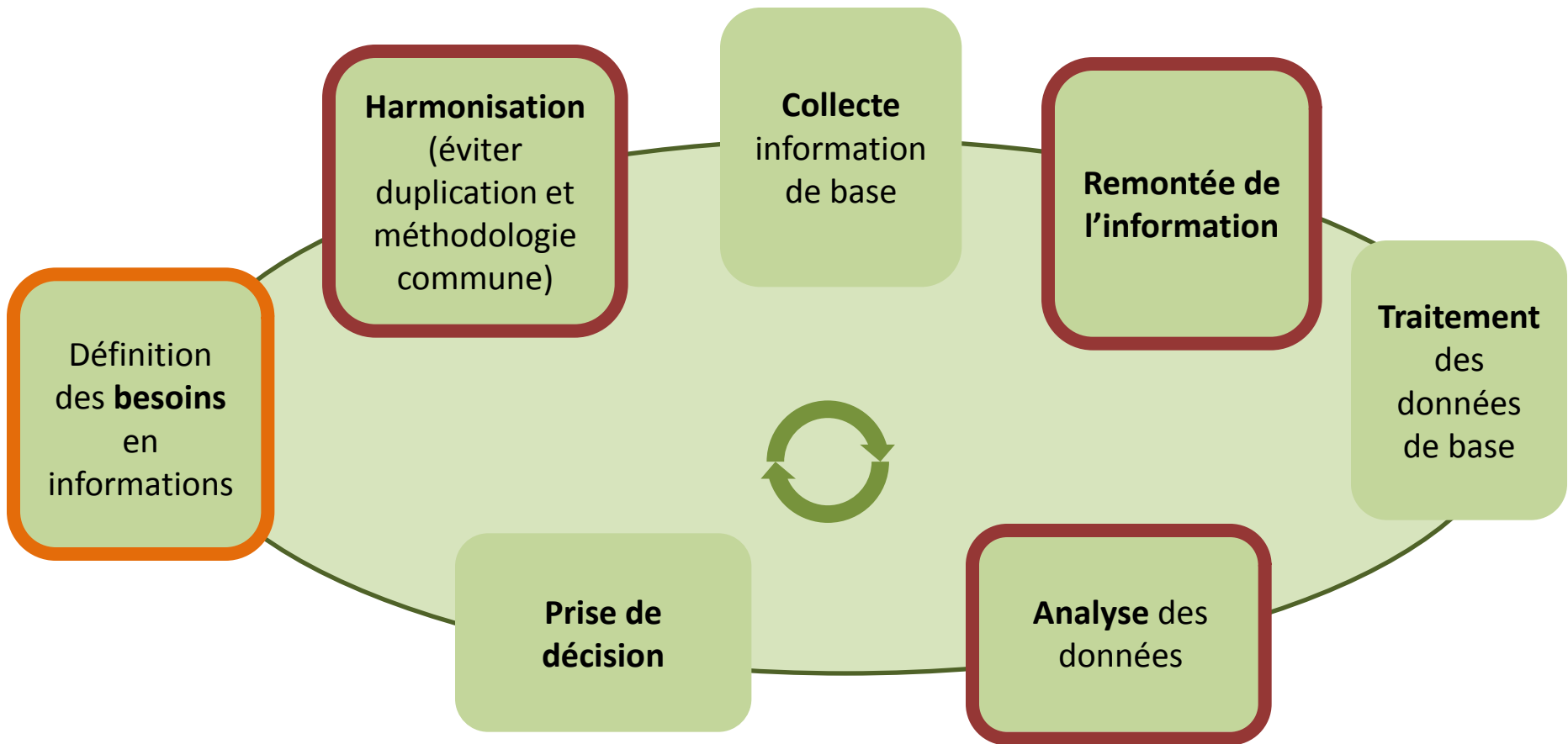
Suivi et
Evaluation des
zones à risques
et populations
vulnérables

*Bulletin
Suivi des actions de réponse
Suivi des stocks*

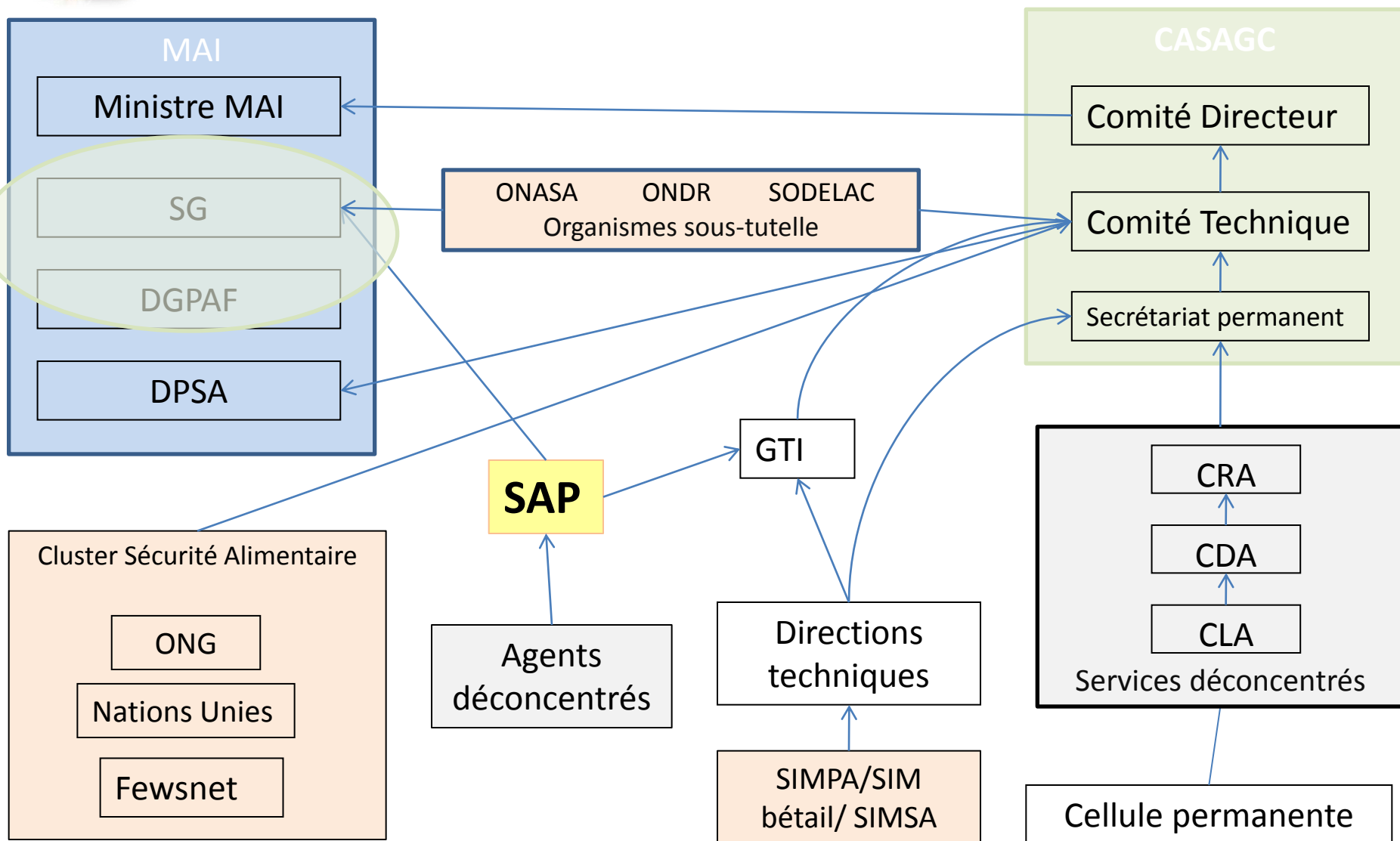
Les attentes d'un système d'informations sur la sécurité alimentaire



*“Disposer dans la durée d’informations fiables
pour prévenir les crises et les gérer le cas échéant”*



Système d'information actuel



Historique du SAP et SISA au Tchad



ACTIVITES

SOURCES

UE/USAI
D/BAD

Suivi des prix aux marchés

1970s

UE

Système d'alerte précoce (SAP)

1986

PNUD -
France

Diagnostic permanent (DIAPER)

1988-
1999

UE-
France

Système d'information sur la Sécurité Alimentaire
et l'Alerte rapide (SISAAR)

2000-
2006

UE-
France

Système d'information en Sécurité alimentaire
et Système d'alerte précoce (SISA-SAP)

2007-
2010

Ancrage Ministère de l'Agriculture

Historique du SAP et SISA au Tchad



	+	-
Suivi prix sur marchés	- Réseau de radios - Diffusion hebdo/Annuaire des prix - Couverture nationale -- Méthodologie reconnue	- Pérennité des financements
SAP	- Bonne méthodologie	Exclusivement en zone sahélienne Transfert à la partie nationale insuffisant
DIAPER	- Renforcement des SPI - Initiation des enquêtes agricoles annuelles	- Plaidoyer insuffisant pour mobiliser l'Etat
SISAAR	- Missions conjointes campagne agricole - Publication bulletins	- Faible remontée des infos - Non transversalité sécurité alimentaire - Pas d'appropriation nationale
SISA-SAP	- Echelle nationale - Sensibilisation transversalité SA (création GTI) - Bulletins	- Contre partie de l'Etat? - Insuffisantes RH - Définition package d'indicateurs - Renforcer collecte avant analyse

Les difficultés actuelles et passées...



“...Le diagnostic et les évaluations ont été déjà établis, ce sont les propositions et leur **mise en oeuvre** qui manquent...”

“...Si les **recommandations** avaient été mises en oeuvre, le SISA/SAP aurait pu être au moins au **même niveau de fonctionnalité** que les systèmes d'information des **pays de la sous-région...**”



Les difficultés

Données	Causes	Besoins
- Faible remontée des informations des niveaux déconcentrés vers les niveaux centralisés - Faible traitement et analyse des données - Faible fiabilité des données	- Manque de financements et de moyens (besoins de renforcement des capacités et des institutions, besoin de moyens pour se déplacer et collecter les données...) - Mandat des structures déconcentrées peu clair (CASAGC versus Cellule permanente) - Positionnement/ancrage non en phase avec la transversalité de la sécurité alimentaire (suivre recommandations d'ancrage au niveau du PNSA?)	- Reconnaissance effective de l'Etat de l'importance des SI - Concertation et harmonisation entre les différents pourvoyeurs d'information (régularité des réunions) - Décloisonnement urgence-réhabilitation - Redynamisation des structures déconcentrées - Textes légaux qui fixent l'organisation, le fonctionnement et la composition du SISA/SAP au niveau central



Les difficultés actuelles et passées

- Zoom sur les structures déconcentrées (1): Mandat

Informations issues de la mission terrain dans cinq régions (Mao, Mongo, Moundou, Moussoro, Abéché)

Arreté 027/PM/2003

Cellule permanente

CRA

CDA

CLA

Arreté

035/PM/MA1999

CASAGC

Suivi des projets

- Développement local et rural
- Environnement

Mandat

- Ignorance des textes légaux => missions confuses
- Besoin d'une mise en cohérence

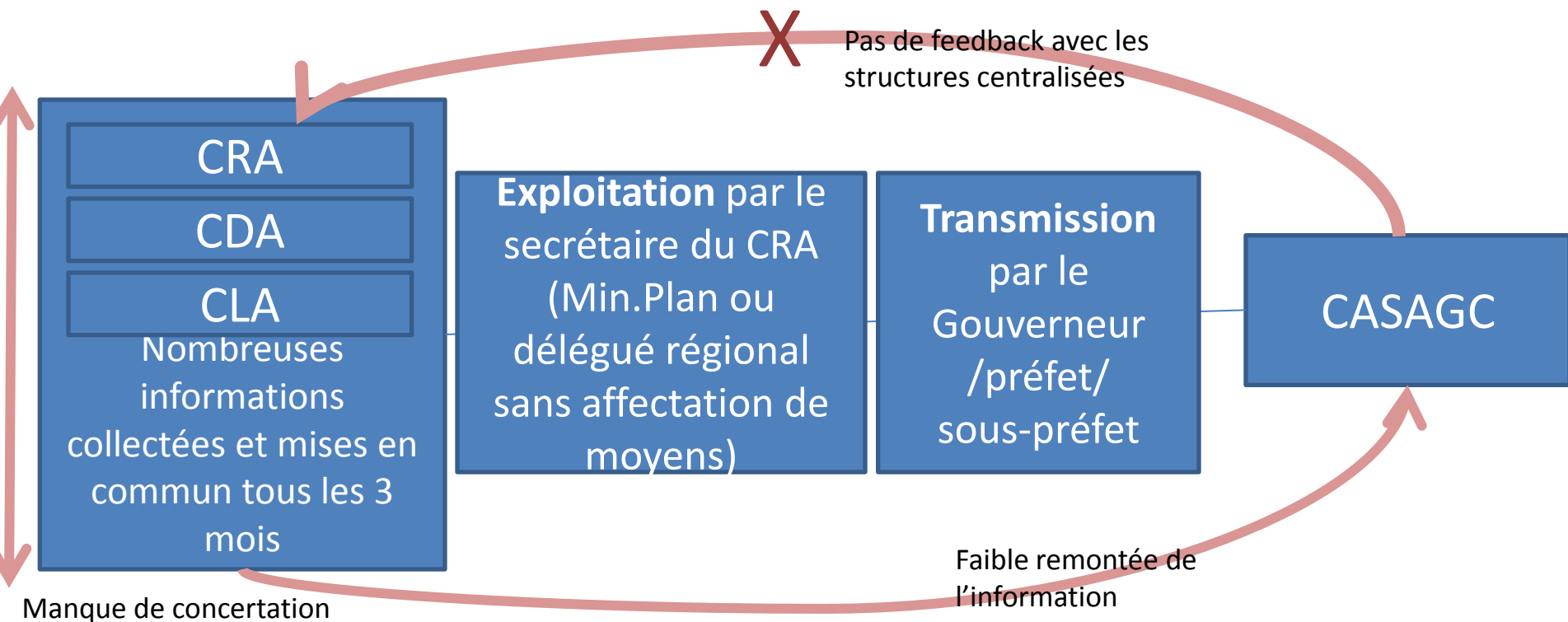
Collecte

d'informations sur la sécurité alimentaire

Les difficultés actuelles et passées

• Zoom sur les structures déconcentrées (2): Fonctionnement

Informations issues de la mission terrain dans cinq régions (Mao, Mongo, Moundou, Moussoro, Abéché)



- Transversalité SA pas internalisée par les acteurs de terrain

- Manque ressources humaines qualité et quantité (à l'origine données non fiables)

- Appuis de partenaires (FAO, Oxfam, OCHA...)

Des recommandations à mettre en oeuvre



■ Besoins en informations

- Définition par les SPI d'un **paquet d'indicateurs minimal** sans duplication et une couverture géographique minimale
- **Harmoniser les méthodologies** pour assurer collecte plus large faisant intervenir plusieurs pourvoyeurs d'informations (à l'image de l'enquête qualitative du cluster + PAM/VAM/SIM...)
- **Renforcer collecte** d'informations décentralisées avant leur analyse
- Nécessité de tenir compte de la **transversalité** de la sécurité alimentaire (diverses productions agri, contre saison, élevage, ressources halieutiques, marché, vulnérabilité, nutrition, environnement, eau, santé...)
- **Besoins en informations** surtout propres aux partenaires, mais quels sont les besoins des décideurs nationaux?

■ Financements

- Un appui financier des partenaires ne saurait assurer la durabilité du système sans une contribution concrète de l'Etat
- Financements pour favoriser la collecte et renforcer les SPI

■ Positionnement

- Renforcer SPI plutôt qu'insister sur un système gouvernemental centralisé
- Nécessité que l'Etat reconnaisse la priorité à accorder aux systèmes d'information



Conclusion / Recommendations

- **Plusieurs évaluations => contraintes et recommandations**
- **Immobilisme du système**
 - =>Manque de volonté politique et financière du gouvernement,
 - =>Incapacité du système à persuader les décideurs nationaux de son utilité
 - =>Parfois partenaires privilégient leurs systèmes propres sans encourager l'autonomie du système national
- **Comblar les erreurs du passé**
 - => Améliorer la forme du dispositif d'information et son mandat
 - => Définir les besoins en information
 - => Envisager des mesures d'accompagnement
 - => Estimer les coûts de production



MERCI DE VOTRE ATTENTION !